

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 13/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MARS Chocolat Steinbourg

ROUTE DE SAVERNE
67790 Steinbourg

Références : 0006700423/20231103/AD/AG
Code AIOT : 0006700423

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection, réalisée le 03/11/2023, dans l'établissement MARS Chocolat Steinbourg implanté ROUTE DE SAVERNE 67790 Steinbourg. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection se fait dans le cadre du programme de contrôle pluriannuel (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARS Chocolat Steinbourg
- ROUTE DE SAVERNE 67790 Steinbourg
- Code AIOT : 0006700423
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Mars chocolat exploite des installations de production de crème glacée à Steinbourg. Le site est soumis à la directive " IED " qui vise à économiser les ressources et réduire la pollution émanant des sources industrielles majeures par la mise en œuvre de meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques : eaux superficielles, surveillance des eaux souterraines et des sols, consommation d'eau
- risques accidentels : acide nitrique

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à la préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
5	Eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 4.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
1	Stockage d'acide nitrique	Arrêté Préfectoral du 19/12/2023, article 2	/	Sans objet
2	Consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 4.1.4	/	Sans objet
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, articles 9.3.3 et 9.4.2	/	Sans objet
4	surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 9.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les rejets de l'exploitant sont régulièrement au-delà des valeurs fixées par son arrêté préfectoral, parfois les valeurs vont au-delà du double de la valeur limite d'émission. Ceci constitue une non-conformité, un arrêté de mise en demeure est proposé.

L'exploitant respecte les mesures techniques et organisationnelles prévues par l'arrêté du 19 décembre 2022. Il a mené une réflexion pour substituer le produit CIP, celui-ci ne sera plus classé en rubrique 4130.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : stockage d'acide nitrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2023, article 2
Thèmes : Risques accidentels, stockage de produits toxiques répertoriés à la rubrique 4130
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles : - Mesures techniques : le détecteur mécanique de niveau très haut de la cuve d'acide nitrique est

<p>déplacé à 7 300 l, soit 9,5 tonnes d'acide nitrique. [...]</p> <p>- Mesures organisationnelles : les règles de réapprovisionnement sont modifiées de manière à ce que la quantité présente sur site (bidon + quantité dans la cuve de stockage) reste strictement inférieure à 10 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté, sur la cuve, le déplacement du capteur de niveau haut à 7 300 l.</p> <p>Le jour de l'inspection, la cuve contenait 1000 l, il n'y avait aucun bidon dans le stockage de produit chimique. L'exploitant indique que quelques bidons se trouvent dans les ateliers. Une commande de 312 kg d'acide nitrique en bidon de 26 kg a été passée le 30 octobre et doit être livrée pour le 7 novembre. Le fichier de suivi indiquait que la dernière livraison en vrac d'acide nitrique datait du 25/05, pour une capacité de 6,76 tonnes.</p> <p>L'exploitant indique qu'il a réalisé des essais pour changer de produit de nettoyage de manière à utiliser un produit contenant 10 à 20 % d'acide nitrique classé H332 et non plus H331. De ce fait, ce nouvel acide ne sera plus classé en rubrique 4130. L'exploitant souhaite réaliser un test grandeur nature, en utilisant le réservoir de 20 000 l. L'inspection rappelle qu'un porter à connaissance doit être transmis.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : consommation en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 4.1.4</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, Suivi de la consommation en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La consommation spécifique d'eau (volume d'eau par tonne de production de crème glacée) est fixée à 2,7 m³/t.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le suivi de ses consommations d'eau. L'exploitant est conforme sur ce point. En 2021, le ratio s'établissait autour de 2,3 m³/t, en décroissance depuis de nombreuses années. Un rebond a eu lieu en 2022, avec un ratio de 2,5 m³/t. La consommation d'eau est de 2,6 m³ par tonne de crème glacée produite, en cumulé pour la période P10 (octobre 2023).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, articles 9.3.3 et 9.4.2</p>
<p>Thèmes : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>9.3.3 : 3 piézomètres – rapports semestriels – paramètres : pH, conductivité, arsenic, nickel, plomb,</p> <p>9.4.2 : Bilan quadriennal</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise le contrôle des eaux souterraines semestriellement. Il a présenté les derniers résultats de mars 2023 et le dernier bilan quadriennal de 2022.</p> <p>Des anomalies ont été détectées en terme de pH légèrement trop acide, que ce soit en amont ou en aval du site (l'exploitant indique qu'il s'agirait d'une caractéristique des sols) et en nickel et plomb au niveau du piézomètre aval (P2) et amont (P1). Les valeurs sont comparées à l'état initial réalisé en 2003, qui révélait la présence de ces mêmes paramètres dans des ordres de grandeurs identiques. Le nickel est particulièrement à surveiller, avec des valeurs oscillant entre 10 et 188 µg/l en aval de site, alors que la référence pour les eaux de consommation humaine est de 20 µg/l. Le bureau d'études a commenté les résultats et indique qu'il est possible que les eaux de</p>

ruissellement du parking, potentiellement chargées en nickel et plomb dues aux poussières de freins, puisse être à l'origine de ces résultats au niveau du piézomètre P2. Les premiers périmètres de captage des eaux potables se trouvent à environ 6 kilomètres.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : surveillance des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 9.3.4
Thèmes : Risques chroniques, surveillance des sols
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une surveillance, a minima décennale, des sols susceptibles d'être pollués par des substances ou mélanges dangereux pertinents mis en œuvre (Les substances ou mélanges dangereux sont ceux mentionnés à l'article 3 du règlement CE n° 1272/2008 du 16 décembre 2008, relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges).
Constats : Le rapport de base a été réalisé en 2015. L'exploitant a programmé la prochaine surveillance des sols en 2025. L'exploitant est conforme étant donné la fréquence décennale prescrite.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2016, article 4.3.2 - Article 21. III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998		
Thèmes : Risques chroniques, rejets dans les eaux superficielles		
Prescription contrôlée : Article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2016 : «Concentrations et Flux au point de rejet n° 2 Les effluents sont conformes aux valeurs limites suivantes : - (...)		
<i>Paramètres</i>	<i>Concentrations moyenne sur 24h consécutives (mg/l)</i>	<i>Flux sur 24h consécutives (kg/j)</i>
<i>DCO</i>	3900	1014
<i>DBO5</i>	2308	600
<i>MEST</i>	1308	340
<i>Azote global</i>	63	16,36
<i>Phosphore total</i>	12	3,12
».		
Article 21. III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 « Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.»		
Constats : Comme relevé lors des deux dernières inspections, les effluents ne respectent pas les valeurs limites imposées. De nombreux dépassements sont observés pour les paramètres : - DCO - concentration : plus de 10 % de la série dépasse la VLE de 3 900 mg/l pour les mois d'octobre, novembre 2022, janvier, février, mars, avril, mai, juillet, et septembre 2023, des doubles dépassements ont été constatés, de manière non exhaustive, les 21/11/2022 (8 720 mg/l),		

23/04/2023 (9 780 mg/l), 11/05/2023 (8 900 mg/l), 16/06/2023 (8 050 mg/l), 12/08/2023 (9 600 mg/l), 19 et 20/09/2023 (16 700 et 15 680 mg/l) ;

- **MEST - concentration** : un double dépassement constaté, de manière non exhaustive, le 19/09/2023 (3 320 mg/l) ;

- **azote – concentration** : un double dépassement constaté, de manière non exhaustive, le 24/10/2023 (152,84 mg/l) ;

- **phosphore – concentration** : des dépassements réguliers inférieurs au double de la valeur limite d'émission ;

- **DCO - flux** : des doubles dépassements ont été constatés, de manière non exhaustive, les 16/06/2023 (1 314 kg), 19 et 20/09/2023 (2 456 et 2 220 kg) ;

- **phosphore – flux** : des dépassements inférieurs au double de la valeur limite d'émission, dont le plus proche du double dépassement est à 6,137 kg pour le 18 septembre 2023.

L'exploitant est conscient de ces dépassements réguliers et présente brièvement une étude technico-économique réalisée entre février et juillet 2023, suite à la dernière inspection de 2022. Les solutions envisagées pour un retour à la conformité sur l'arrêté préfectoral de 2016 sont les suivantes :

1-injection de polymères et de chlorure ferrique puis naturalisation

2- renforcement de l'aération du dégraisseur

3- mise en place d'un flottateur primaire en remplacement du dégraisseur.

Les solutions 1 et 2 sont estimées à 500 k€ d'après le bureau d'études.

La solution 3 est chiffrée à 800 k€.

A partir du 04 décembre 2023, les valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral de 2016 seront remplacées par les valeurs limites de l'arrêté préfectoral du 24 août 2023, prises suite à la révision IED et l'acceptabilité du milieu. Les VLE applicables à partir du 04 décembre 2023 sont plus drastiques que les VLE définies par l'arrêté préfectoral de 2016. L'exploitant indique que, pour tenir ces VLE, une nouvelle station doit être réalisée, dont le montant d'investissement est de l'ordre de plusieurs millions d'euros, avec des coûts de gestion plus élevés qu'à l'heure actuelle.

Il convient que l'exploitant transmette l'étude technico-économique présentée et incluant la solution relative à l'arrêté du 4 décembre 2023. L'inspection attend notamment des informations concernant : l'origine des dépassements, le résultat des éventuels test-réalisés sur site et leur efficacité, les diverses solutions envisagées, les choix retenus, le planning des travaux envisagés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délai : 12 mois
